Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 25 (1933)
Heft: 4

Artikel: La lutte contre la baisse des salaires en France
Autor: Jouhaux, Léon
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383900

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Dernièrement, un des grands quotidiens s'est rallié à la politique défendue par le « Daily Herald » qui, comme on le sait, est l'organe officiel du mouvement travailliste et dont le tirage atteint plus de 1.600,000 exemplaires.

La conversion de ce journal capitaliste, qui actuellement se prononce catégoriquement contre toute nouvelle baisse, est symptomatique et prouve la répulsion qui se manifeste contre la politique qui tend à rétablir la prospérité au détriment du peuple.

Vos membres auront peut-être intérêt à savoir que les syndicats britanniques ont remporté un succès remarquable en maintenant le standard de vie des ouvriers. Malgré les modifications qu'ont subi les salaires durant la période d'après-guerre, les salaires réels, c'est-à-dire les salaires mesurés par la capacité d'achat, sont actuellement quelque peu plus élevés en Grande-Bretagne que durant la période de 1920.

Mes vœux accompagnent les ouvriers suisses dans leur opposition contre la politique néfaste qu'est la réduction des salaires.

La lutte contre la baisse des salaires en France.

Par *Léon Jouhaux*, secrétaire de la C. G. T.

En France, l'action des organisations ouvrières s'est employée — grève du textile du Nord, de la chaussure à Fougères, celle d'Armentières actuellement, pour ne citer que les principales — à empêcher la politique patronale désastreuse de la diminution des salaires, de prendre la même ampleur que dans certains autres pays. Sans doute n'avons-nous pas réussi à empêcher quelques effets de cette économie à rebours, mais ils sont demeurés limités et, tout compte fait, nous affirmons que la résistance des syndicats a rendu ainsi des services éminents à l'économie nationale.

Et c'est justement à cause de cela que nous ne voulons pas accepter ni subir les projets financiers du gouvernement en ce qui concerne les fonctionnaires. Nous n'entrons pas dans toutes les raisons de fait et de droit que nos camarades des administrations et services publics invoquent justement contre ces projets. Nous nous en tenons à la thèse d'ensemble du mouvement ouvrier.

La Confédération Générale du Travail est avec les fonctionnaires. Non pas seulement parce qu'ils sont des nôtres, ce qui suffirait pourtant à leur assurer la solidarité totale de notre mouvement. Mais aussi parce qu'on veut en faire les premières victimes d'une politique régressive, dont nous n'avons cessé de dire l'absurdité.

Leur cause est très étroitement celle de tous les travailleurs, l'assaut dirigé aujourd'hui contre leurs traitements n'est qu'une

préparation à de nouvelles attaques contre les conditions des travailleurs de l'industrie privée.

Des expériences répétées ont pourtant démontré, au cours de ces trois dernières années de crise, que toute politique d'abaissement de la condition des travailleurs est désastreuse pour l'économie.

Les exemples ne manquent point, tous convergents et tous concluants. Partout où cette pratique a pu s'imposer sur une échelle appréciable, souvent avec l'appui systématique des gouvernements, partout la crise ne s'est pas atténuée: elle s'est tout au contraire aggravée de la manière la plus sensible.

Les capitalistes et les « techniciens » qui les servent affirment que la baisse des salaires ferait disparaître toutes les difficultés de l'économie. C'était, suivant eux, le remède nécessaire et suffisant à la crise.

Leurs théories n'ont été que trop soumises à l'épreuve des faits. Les faits ont démontré leur fausseté totale. Non seulement il n'y a pas eu atténuation des difficultés, mais l'on a pu assister à un étouffement progressif de l'activité économique.

Les pays où la politique d'avilissement des salaires a été la plus pratiquée sont ceux-là même où la crise a pris le plus d'ampleur. Nous sommes même aujourd'hui en mesure, au moins pour deux d'entre eux — les Etats-Unis et l'Allemagne, qui sont précisément les plus atteints — de *chiffrer* les conséquences ruineuses de cette politique.

Mais comment cette constatation pourrait-elle surprendre?

Chercher dans la réduction des salaires un remède à la crise actuelle, c'est proprement opérer comme Gribouille, qui se plongeait dans la rivière pour éviter la pluie.

On a beaucoup épilogué sur les raisons de la crise actuelle. Il est au moins un fait qui est hors de doute: c'est qu'elle manifeste un déséquilibre énorme entre la production et la consommation.

Par quelque bout que l'on prenne son examen, il ne saurait être contesté que le pouvoir d'achat de la population est très inférieur à la capacité de la production industrielle.

L'activité du monde est détraquée par un décalage inouï des deux éléments déterminants de l'économie.

La réduction des salaires ne peut pas être un remède pour la raison élémentaire qu'elle vient amplifier encore le déséquilibre fondamental qui fait la crise.

Il ne peut y avoir de solution que dans l'augmentation de la capacité de consommation, c'est-à-dire dans le moment présent grâce à des mesures (semaine de 40 heures, etc.) pouvant permettre de rendre le plus possible aux millions de chômeurs actuels leurs ressources normales.

Au lieu de cela, tout ce que la réaction sociale trouve à nous

proposer, c'est d'ajouter encore à l'insuffisance manifeste du pouvoir d'achat.

Nous disons que le chômage n'est pas seulement un effet de la crise économique, qu'il est devenu une des causes de persistance et d'exaspération de cette crise. La réduction des salaires en diminuant encore les possibilités de consommation, ne peut que contribuer à paralyser plus encore l'activité productrice, donc à accentuer le chômage, donc à renforcer la crise.

La preuve est faite d'ailleurs. Partout où l'on a voulu faire payer aux travailleurs les frais du désordre capitaliste, on a été conduit à accentuer de plus en plus les diminutions de salaires, c'est-à-dire à aggraver les conséquences déplorables pour l'économie des premières mesures prises en ce sens.

Telle est l'expérience. Elle a déjà permis de liquider quelques sophismes patronaux.

La baisse des salaires, nous disait-on, provoquera la diminution du prix de revient, l'abaissement du coût de la vie, c'est-à-dire que la valeur *réelle* de la rémunération ouvrière devait en fin de compte se retrouver au même niveau.

Nous nous sommes montrés sceptiques, et bien nous en a pris, car nous pouvons aujourd'hui demander où l'on a vu la diminution des salaires entraîner une diminution des prix de revient.

Elle n'a servi qu'à conserver la marge bénéficiaire des entreprises capitalistes.

Là où il y a eu diminution du coût de la vie, elle n'a pas été la conséquence de la politique patronale. Elle est résultée de l'avilissement catastrophique des prix de gros, en particulier de ceux des grandes productions agricoles. D'ailleurs, nulle part cette diminution, due à ces causes, n'a compensé la baisse des revenus ouvriers, de la capacité de consommation des masses laborieuses. Les chiffres les plus récents que nous possédons ont trait aux Etats-Unis: La perte des revenus ouvriers a tout au plus été compensée de moitié par le jeu de facteurs dans lesquels la baisse des salaires n'a rien à voir.

Tous ces faits jugent la thèse patronale, qui par surcroît est le reniement de l'idée de « civilisation »; ils justifient l'attitude de la classe ouvrière et indiquent que l'action de celle-ci doit se faire toujours plus persévérante et énergique.